



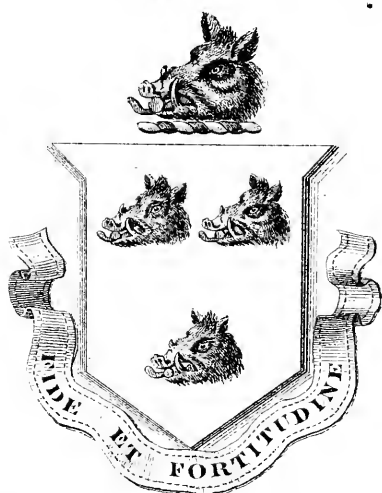
Accessions

*159.832*

Shelf No.

*XG.3656.17*

*Barton Library.*

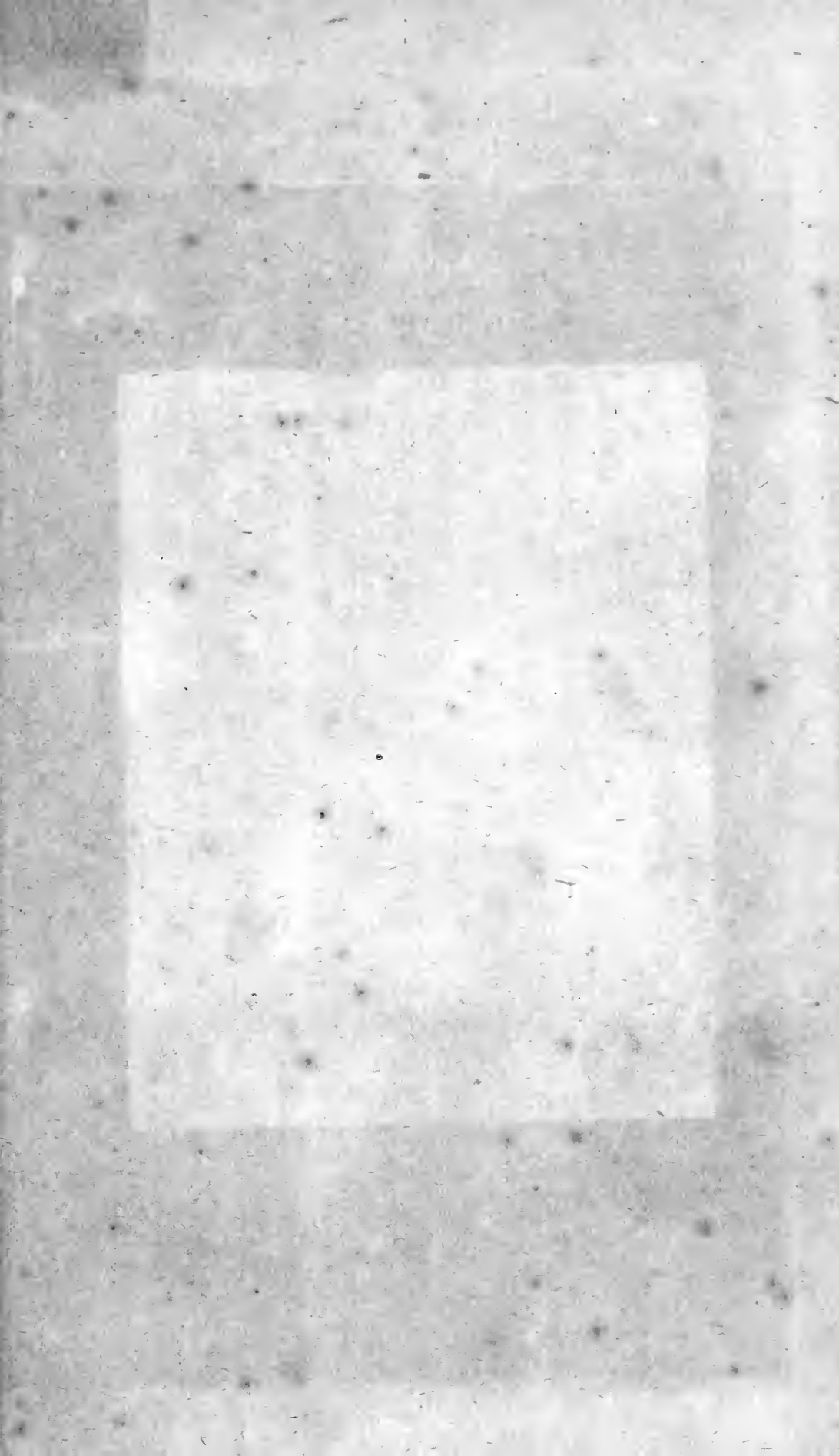


*Thomas Pennant Buiten.*

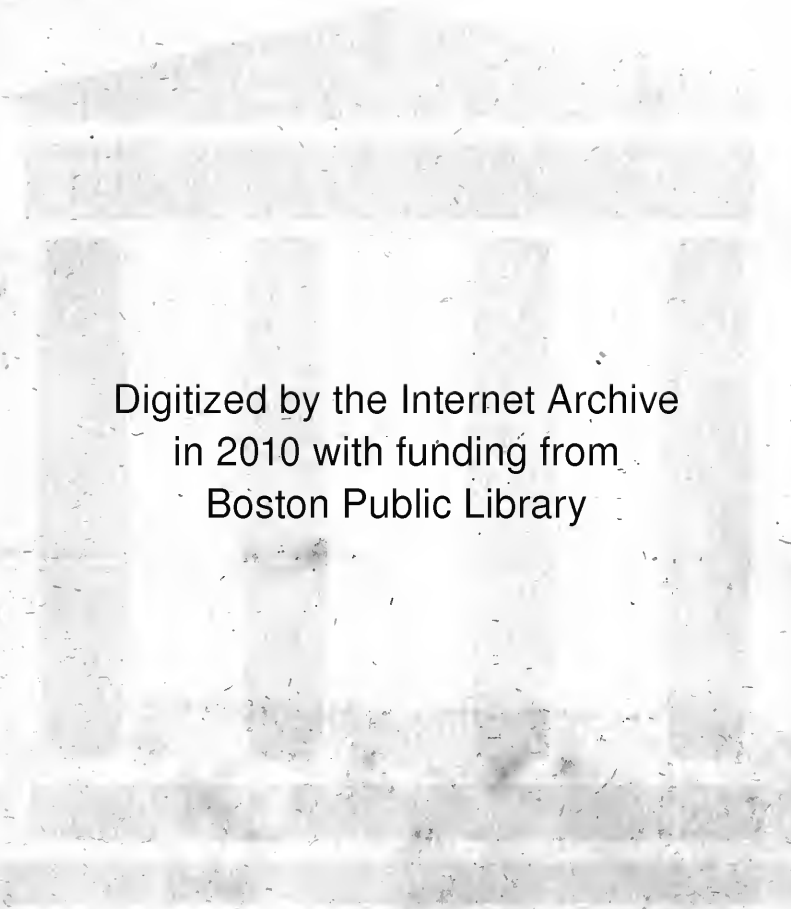
**Boston Public Library.**

*Received, May, 1873.*

*(Not to be taken from the Library)*







Digitized by the Internet Archive  
in 2010 with funding from  
Boston Public Library



# L'APOSTASIE

D É C R É T É E ,

O U

Le Serment de maintenir la Constitution  
civile du Clergé , démontré anti-  
catholique.

P A R U N A N C I E N C U R É .

*le supérieur de St François de la Salle à May.*

---

A P A R I S ,

Chez C R A P A R T , Libraire-imprimeur , place  
Saint-Michel.

*1790.*







---

# L'APOSTASIE

## D É C R É T É E ,

O U

Le Serment de maintenir la Constitution civile du Clergé , démontré anti-catholique.

---

**T**A N D I S que le serment civique alarme les consciences de tous nos évêques ( une exception ne détruit pas la règle ), de la plupart de nos curés , docteurs , vicaires & autres pieux ecclésiastiques , *un prêtre de la maison & société de Sorbonne* , qui se dit *ami de la religion* (1) , en fait l'a-

---

(1) Il l'est véritablement , & il le prouve par une confession aussi généreuse qu'éclatante. Plutôt que de faire ce serment , dont il s'étoit déclaré l'apologiste , M. l'abbé D... , professeur de philosophie , sacrifie sa fortune & sa chaire. C'est annoncer assez haut que si les clameurs de la philosophie l'ont distrait un moment des cris de sa conscience , elles n'ont pu les étouffer. Quoique cette conduite répare bien le scandale de son écrit , nous ne laissons pas de publier le nôtre , pour déromper ceux qui s'en feroient laissés séduire ; & nous nous félicitons de n'avoir rien à changer dans les termes , parce qu'en réfutant l'ouvrage , nous avons toujours ménagé la personne , dont le courage & la vertu excitent aujourd'hui notre admiration , & sont dignes de servir de modèle.

pologie. C'est nous inviter à examiner à fond la constitution, en tant qu'elle touche au spirituel, & le serment qu'on exige de la maintenir. Nous nous livrerons d'autant plus volontiers à cet examen, qu'il est en effet très important, non-seulement pour la fortune & le repos des ecclésiastiques, ce qui ne doit pas influencer sur leur résolution; mais encore pour le salut & le bien de la religion, ce qui doit uniquement les déterminer: car, à bien considérer les choses, le danger de faire ou de refuser inconsidérément le serment pur & simple qu'on exige, est à-peu-près égal.

Est-il permis ou ne l'est-il pas? Tel est le problème à résoudre. Pour ne pas s'égarer dans la solution, deux conditions me paroissent essentielles. La première est d'écarter toute idée d'intérêt ou de crainte de la part des hommes; de s'isoler, pour ainsi dire, des circonstances actuelles; d'oublier que l'église gallicane est dans un état de persécution; de discuter la matière comme si nous jouissions d'une profonde paix, comme s'il n'y avoit rien à gagner ou à perdre en ce monde à se décider pour ou contre; comme si c'étoit un cas de conscience à décider pour des Allemands ou des Chinois. Sans cette précaution, l'esprit ne peut être dans ce doute méthodique si nécessaire pour discerner la vérité: il n'y a plus d'impartialité, plus d'équilibre; la terreur ou la cupidité feront pencher la balance; les passions parleront plus haut que la raison & la foi, elles seules prononceront; les motifs les plus graves seront traités de scrupules; les prétextes les plus vains passeront pour raisons péremptoi-

res, & des sophismes pitoyables pour démonstrations géométriques : on croira suivre sa conscience, & on ne suivra réellement que des vues humaines, qui feront trouver bon, honnête, utile au salut, ce qui ne le sera qu'à l'ambition ou à la sécurité : *Sanctum est quodd volumus.*

La seconde condition essentielle, c'est de juger le serment, non sur les adages de la philosophie moderne, non sur les maximes de la politique dominante, non sur l'opinion publique réelle ou prétendue, non d'après les lumières de ce siècle soi-disant éclairé; mais sur les règles immuables consignées dans les livres saints, sur ce code sacré de l'évangile qu'a dressé le seul législateur infallible & vraiment suprême; sur ces oracles contre lesquels ni le temps, ni les puissances, ni l'enfer ne prévaudront jamais; sur cette parole qui ne passera point avec le ciel & la terre, mais survivra aux siècles, aux empires, à l'univers. L'apologiste ami de la religion ne refusera pas de souscrire à cette condition. Tout son ouvrage ne tend qu'à prouver la concordance du serment avec ces règles auxquelles nous voulons le confronter; & puisque enfin on ne prétend obliger ni les catholiques à abjurer leur religion, ni les prêtres à outrager le Dieu qu'ils servent, à déshonorer le caractère dont ils sont revêtus, à démentir ce qu'ils sont chargés d'enseigner, il faut bien considérer le serment prescrit dans les rapports qu'il a avec ce que les uns font profession de croire, les autres d'expliquer, tous de respecter & mettre en pratique.

Jusque-là donc je ne pense pas que les princi-

pès de l'apologiste différent des miens. A présent, pour éviter ce qui le plus souvent éternise sans fruit les disputes, il convient de distinguer les objets en litige de ceux qui sont convenus, & de fixer le sens des termes que nous aurons à employer.

La formule du serment est ainsi conçue :

» Je jure d'être fidèle à la nation, à la loi & au  
« roi ; & de maintenir de tout mon pouvoir, la  
« constitution décrétée par l'Assemblée nationale  
« & acceptée par le roi ».

Dans ces paroles, je distingue quatre objets principaux : fidélité à la nation, fidélité à la loi, fidélité au roi, & maintenir de tout mon pouvoir la constitution.

Sans incidenter sur ce que les trois premiers peuvent avoir d'équivoque, ni sur la difficulté de les concilier ensemble en des temps de troubles, je suppose que par la fidélité à la nation, on entend que tout citoyen renonce à lui faire la guerre, à se liguier avec ses ennemis, & s'engage au contraire à procurer son bonheur suivant ses moyens.

Que par fidélité à la loi, on entend la soumission aux lois reçues dans le royaume, ce qui à présent n'est applicable qu'aux décrets acceptés ou sanctionnés par le roi.

Que la fidélité au roi oblige à lui obéir dans ce qu'il commandera pour l'exécution des lois, suivant les formes prescrites.

Les termes ainsi définis, il n'y a que des scélérats & des fous qui puissent refuser d'être fidèles à la nation dont ils font partie. )

On convient aussi que tout citoyen doit se soumettre aux lois reçues dans son pays, quand même il ne les approuveroit pas, pourvu toutefois qu'elles n'exigent aucune action positive, mais seulement une non résistance passive; car il répugne également aux principes de la raison & à ceux de l'assemblée, qu'un homme soit obligé à faire ce qu'il n'approuve pas, ce qui est contre sa conscience, contre son opinion. Si je suis libre de penser ce qui me plaît, je ne dirai pas que je le suis aussi de faire ce que je voudrai; la conséquence seroit fautive & pernicieuse : mais du moins serai-je libre d'omettre ce que je ne veux pas; d'être conséquent, vrai & infiniment éloigné de toute duplicité; de ne pas trahir ma pensée par des actions qui lui soient contraires, rien n'étant plus incompatible que de penser en homme libre & d'agir en fourbe.

Quant à la fidélité au roi, ce ne sont pas des prêtres qui refuseront de la promettre. On fait assez que leur grand crime a été de lui être plus attachés que ne vouloient les novateurs. Ils seroient plutôt suspects de la pousser au-delà des bornes qui lui sont prescrites : mais non, c'est aux lois à la régler, & il ne nous conviendrait pas d'être plus fidèles au roi que lui-même ne le veut.

Ainsi cette première partie du serment n'offre aucune difficulté. Il n'appartient qu'à des factieux de s'y refuser. La religion, loin de s'y opposer, en fait un devoir, & certainement les âmes timorées ne seront pas les moins exactes à le remplir.

Reste la seconde partie à définir & examiner. Deux mots ici sont essentiels : *Maintenir de tout mon pouvoir*, & *la constitution*.

La *constitution* renferme tous les décrets qualifiés constitutionnels par l'assemblée, dès qu'ils ont été acceptés ou sanctionnés par le roi. Or, parmi ces décrets, il en est de purement civils, & d'autres qui ont trait à la religion. Les premiers sont incontestablement du ressort de la puissance séculière; personne ne lui dispute le droit de commander à cet égard : qu'elle en use bien ou mal, on ne l'accusera pas de l'usurper : ses opérations pourront être vicieuses, elles ne seront pas nulles.

Pour les choses spirituelles, il paroît que l'assemblée s'est crue aussi-toute-puissante que pour les profanes : mais c'est ce dont tout le monde ne convient pas. N'ayant pas mission pour cela, il seroit vraiment extraordinaire qu'elle y réussît; mais ses décrets en cette partie fussent-ils plus beaux & plus sages, on seroit dans le cas de dire : Quel dommage qu'elle n'ait pas le pouvoir de commander ! ou bien on regretteroit qu'elle n'eût pas pris la seule voie raisonnable, de demander ce qu'elle ne pouvoit prescrire.

Venons à la dernière expression, *maintenir de tout mon pouvoir*. Ou la langue a changé, ou ces paroles signifient autre chose que celles-ci, *souffrir patiemment, observer par force, dissimuler par crainte ou dans un esprit de paix*. Elles sont même plus fortes que si je disois : *J'approuve & j'exécute de grand cœur*. On souffre une injustice qu'on ne peut empêcher; on *dissimule* ce que la prudence & un bien public ne permet

tent pas de relever ; on *observe par force* , non ce qu'on croit mauvais , mais ce qu'on regarde comme nuisible , ou au moins comme gênant sans cause suffisante. On *approuve & on exécute de grand cœur* ce qu'on juge utile & louable , quoiqu'on ne fasse rien d'ailleurs pour en assurer l'exécution. Mais *maintenir de tout son pouvoir* , c'est consacrer toute sa personne , toutes les forces de ses bras , tous les talens de son esprit , toute la vigueur de son ame , tous ses biens , son crédit , à assurer l'exécution de cette loi ; c'est empêcher , autant qu'on le peut , qu'il n'y soit donné la moindre atteinte ; c'est combattre ses ennemis , *unguibus & rostro* , par le raisonnement , par les armes , de toutes les manières possibles ; c'est employer tous les moyens honnêtes qu'on a en sa puissance , pour que tout le monde en admire la sagesse , en suive les dispositions , en propage les effets ; en un mot , c'est se déclarer le champion , le chevalier , l'apôtre de la constitution. Voilà , ce me semble , le sens de ces paroles , *maintenir de tout mon pouvoir*. Elles excluent non-seulement toute malveillance , toute opposition , toute guerre même de plume ; mais encore toute inaction & toute indifférence : autrement ce ne seroit pas *maintenir*. Elles imposent l'obligation , non-seulement du zèle , mais du zèle le plus ardent ; autrement on ne maintiendra pas *de tout son pouvoir*.

Le point de la difficulté est donc de savoir si un bon prêtre peut jurer d'avoir ce zèle pour maintenir & conserver intacte la constitution dans la totalité de ses décrets. L'apologiste pré-



tend qu'oui. Il est temps de le suivre dans le détail de ses preuves. Elles sont disposées suivant la méthode géométrique , & tant mieux ; il en sera plus aisé d'apercevoir le fort ou le foible de la démonstration. Onze propositions sont comme autant de lemmes qui conduisent au grand théorème de la conclusion générale. Si ces propositions sont autant de vérités , comme les appelle l'apologiste , si de ces vérités suit nécessairement la conclusion , nous l'admettrons avec lui. Si au contraire un seul de ces états de son édifice portoit à faux , à plus forte raison s'ils manquoient tous par le fondement ; si même , en les supposant solides , ils se trouvoient insuffisans à soutenir la masse appuyée sur eux , la bonne-foi de l'apologiste l'engageroit certainement à convenir que son ouvrage ne peut avoir de solidité , & qu'il ne seroit pas sûr de s'y fier.

Première vérité suivant l'apologiste. *La nouvelle constitution du clergé , considérée en elle-même et indépendamment de l'autorité dont elle émane , n'est point hérétique.*

Ceci paroît si clair à l'apologiste , qu'il s'étonne qu'il faille le prouver , *vu sur-tout*, dit-il , *que la constitution ne renferme pas même de dogme , mais seulement des réglemens de discipline.* C'est sans doute par surabondance de droit , qu'après avoir défini l'hérésie *un dogme contraire à un dogme révélé par l'église universelle*, il défie les adversaires du serment , *gens prévenus & outrés* , de citer *une seule proposition de cette espèce* ; ou plutôt il les somme d'avouer ou leur ignorance ou leur mauvaise foi.

Ils se garderont bien , ces adversaires , d'exi-

ger de l'apologiste un aveu aussi humiliant; mais ils ne se croiront nullement tenus de le faire eux-mêmes. En acceptant & la définition & le défi ci-dessus, ils diront :

1°. *C'est un dogme révélé, et proposé comme tel*, que Jésus-Christ est la source, la source unique du ministère sacré (1); qu'il est le maître, le chef, le grand pasteur de son troupeau, sur lequel il a toute-puissance, que seul il a droit de gouverner par lui-même et par les vicaires qu'il se choisit; que tous ceux qui ne tiennent pas de lui leurs pouvoirs, ne sont pas des pasteurs, mais des voleurs (2); que cette puissance et cette mission, il ne l'a pas donnée aux rois, aux princes, aux sénats, aux peuples de la terre, mais exclusivement aux apôtres et à ceux qui leur succéderaient jusqu'à la fin des siècles; qu'il ne leur a pas enjoint d'en user avec dépendance de l'autorité temporelle, ni d'aller préalablement demander à ceux qui gouvernoient le monde, comment et jusqu'où ils devoient en user; qu'au lieu de les assujettir à cette marche ou de leur promettre la protection de l'autorité temporelle, il les a prévenus qu'ils en éprouveroient les contradictions; qu'on les traduiroit devant les rois

(1) Ego sum vitis, vos palmites.... Ego elegi vos & posui vos ut eatis & fructum afferatis. *Joan.* 15.

(2) Ego sum pastor bonus, ego sum ostium; qui non intrat per ostium in ovile ovium, sed ascendit aliunde, ille fur est & latro. *Joan.* 10. Omnia mihi tradita sunt à patre meo. *Luc.* 16. Data est mihi omnis potestas in cœlo & in terrâ. *Matth.* 28.

et les présidens ; qu'ils seroient fouettés , maltraités , persécutés , mis à mort ; qu'en tous ces cas , loin de se soumettre , ils devoient résister et tout souffrir plutôt que de céder (1) ; que les apôtres ont agi en conséquence de ces divines instructions ; qu'ils ont enseigné , prêché , baptisé sans l'attache , contre les défenses expresses de l'autorité temporelle ; qu'en agissant ainsi , ils ont cru rendre gloire à Dieu & lui obéir préférentiellement aux hommes (2) ; que ces mêmes apôtres ont établi , de leur seule autorité , des évêques , des prêtres , des diacres ; qu'ils les ont envoyés où ils jugeoient à propos , tantôt avec des pouvoirs limités , tantôt avec la puissance de corriger tout ce qui seroit défectueux , & de donner eux-mêmes la mission à d'autres ; qu'ils ont ordonné aux fidèles de les reconnoître pour leurs pasteurs , de les écouter , de leur obéir en cette qualité , sans demander la permission à Tibère , à Néron , ou aux lieutenans de ces princes (3).

(1) Sicut misit me pater & ego mitto vos. *Joan.* 20. Qui vos audit , me audit ; & qui vos spernit , me spernit. *Luc.* 10. Euntes ergo docete omnes gentes. *Matth.* 28. Ante reges & præfides ducemini & flagellabunt vos & eritis odio omnibus & persequentur vos & morte vos afficient. Ne ergo timueritis eos. *Matth.* 10.

(2) Cæsis denunciaverunt ne omnino loquerentur in nomine Jesu. Obedire oportet Deo magis quam hominibus. *Act.* 5.

(3) Considerate viros quos constituamus super hoc opus. *Act.* 6. Reliqui te cretæ , ut ea que desunt corrigas & constituas per civitates præbyteros sicut & ego disposui

Or, est-ce de l'autorité de Jésus-Christ, comme en ayant reçu de lui le pouvoir, comme le représentant, et en vertu de sa mission, que l'assemblée supprime des évêchés et des cures; augmente ou diminue à son gré la juridiction spirituelle; envoie l'un ici, et défend à l'autre d'aller là; donne ou enlève des brebis aux pasteurs? Quand elle dit, titre 1<sup>er</sup>, article 1<sup>er</sup>: « Chaque département formera un seul diocèse, « et chaque diocèse aura la même étendue et « les mêmes limites que le département »; quand elle ajoute, titre 1<sup>er</sup>, à la fin de l'article 2: « Tous les autres évêchés existans dans les 83 « départemens du royaume, et qui ne sont pas « nommément compris au présent article, sont « et demeurent supprimés »; quand elle fixe, art. 3 et 4, les arrondissemens de chaque métropole; quand elle défend, art. 15, « à toute église ou » paroisse de France et à tout citoyen français, de » reconnoître en aucun cas, et sous quelque pré- « texte que ce soit, l'autorité d'un évêque or- « dinaire ou métropolitain, dont le siège seroit « établi sous la domination d'une puissance étran- « gère, ni celle de ses délégués »; quand elle décrète, art. 7, « qu'il sera procédé incessamment, « et sur l'avis (notez bien ces paroles, *sur l'avis*) « de l'évêque et de l'administration des districts, « à une nouvelle formation et circonscription « de toutes les paroisses du royaume; le nombre

---

tibi. *Tir.* 1. Miserunt ad eos Petram & Joannem. *Act.* 8. Miserunt Barnabam usque ad Antiochiam *Ibid.* 11. Misimus ergo Judam & Silam. *Act.* 15. Misi ad vos Timotheum. 1. *Cor.* 4. Tichicum mihi Ephesum. 2. *Tim.* 4.

« et l'étendue 'en seront déterminés d'après les  
 « règles qui vont être établies » ; quand elle con-  
 stitue , art. 23 , « premiers vicaires de l'évêque ,  
 « s'ils le demandent , les curés actuellement éta-  
 « blis en aucunes églises cathédrales , ainsi que  
 « ceux des paroisses qui seront supprimées pour  
 « être réunies à l'église cathédrale » ; quand elle  
 veut , art. 41 , que « pendant les vacances du siège  
 « épiscopal , le premier , & à son défaut le  
 « second vicaire de l'église cathédrale , remplace  
 « l'évêque , tant pour les fonctions curiales que  
 « pour les actes de juridiction qui n'exigent  
 « pas le caractère épiscopal » , &c. &c. &c. ne  
 donne-t-elle pas des pouvoirs spirituels , & ne  
 les donne-t-elle pas de son chef , comme une  
 chose dont elle peut disposer à son gré ? Laisse-  
 t-elle à l'évêque vivant autre chose que la liberté  
 de dire son avis concurremment avec l'administra-  
 tion de district , sauf à le suivre ou à le rejeter ? Et  
 quand le siège est vacant , ne confie-t-elle pas  
 toute l'autorité pontificale à qui il lui plaît ? Ne  
 donne-t-elle pas la mission ? Ne fait-elle pas  
 tout ce que nous avons vu plus haut que Jésus-  
 Christ avoit dit à ses apôtres de faire , & ce que  
 les apôtres avoient fait effectivement ?

Ce sont-là , tout au plus , dira-t-on , des  
 entreprises sur la juridiction ecclésiastique , &  
 non des hérésies. Admettons pour un mo-  
 ment cette distinction. Un prêtre pourra-t-il  
 jurer de maintenir de tout son pouvoir une  
 entreprise , une suite d'entreprises , une perpé-  
 tuité d'entreprises sur la juridiction que l'é-  
 glise tient de son divin époux ? Mais observons  
 que ces entreprises ne sont pas des faits isolés

& sans conséquence. La constitution les légitime , les ordonne , les érige en lois. Dès-lors je soutiens qu'elles ne sont plus une simple entreprise , mais une hérésie formelle ; parce qu'on ne peut les ériger en lois , sans supposer , sans établir le principe que le droit de distribuer les pouvoirs spirituels appartient à la puissance séculière ; & ce principe est une hérésie , puisqu'il est manifestement opposé à tous les textes ci-dessus , à la croyance & à la pratique de l'église dans tous les temps , à remonter de nos jours aux apôtres & à Jesus-Christ même. Eh que dis-je , supposer ce principe ? La constitution l'énonce formellement , quoique généralement , dans l'article premier , du 23 septembre 1789 : *Tous les pouvoirs émanent essentiellement de la nation , & ne peuvent émaner que d'elle.* Il n'y a point de distinction ; tous les pouvoirs renferment les spirituels & les temporels. Qui dit tout n'excepte rien. Sans doute avec d'autres législateurs on auroit pu interpreter cet article du pouvoir civil seulement , parce qu'on auroit dû présumer qu'ils ne vouloient point sortir de la sphère de leur compétence ; qu'ils n'aspiroient qu'à régler l'état des citoyens relativement aux intérêts sensibles ; qu'ils laissoient les objets religieux à la prudence des ministres établis pour y veiller. Mais la suite a bien écarté cette interprétation favorable ; elle a bien développé le sens caché de ces termes généraux dans l'esprit de nos représentans. Quand on les voit agir en souverains dans les choses spirituelles comme dans les profanes , il n'est

plus possible de se méprendre dans ce qu'ils ont voulu dire , en dérivant tous les pouvoirs de la nation. Leur conduite démontre assez que dans leur intention l'autorité de la nation , c'est-à-dire , la leur , n'étoit pas plus limitée que dans les termes de leur décret.

*Mais*, dit M. Camus, *il ne tient pas à la foi que dans l'espace de cent lieues, il y ait un ou deux évêques, cent ou cent cinquante curés.* Non, sans doute; mais il tient à la foi que l'église en règle le nombre , qu'elle leur assigne le territoire sur lequel ils doivent agir ; qu'elle étende , restreigne , modifie à son gré la mission qu'elle leur donne. Il tient à la foi que des laïques n'envahissent pas un droit dont ils ne sont pas capables , qu'il ne peuvent ni donner parce qu'ils ne l'ont pas reçu , ni ôter parce qu'ils ne l'ont pas donné. Il tient à la foi que le ministère sacré soit exercé légitimement dans l'église ; qu'il soit même absolument , entièrement indépendant du gouvernement civil. S'il en étoit autrement , il faudroit dire que pendant trois siècles, les héros de la religion n'ont été que des rebelles , les martyrs que des fanatiques , les apôtres que des séditeux ; que Jesus-Christ même avoit pris le change , en leur ordonnant de prêcher par-tout , sans y être autorisés par les princes , & contre leur défense expresse.

L'apologiste prétendrait-il se sauver en disant qu'il ne considère la constitution du clergé qu'en elle-même , & indépendamment de l'autorité dont elle émane ? Et moi aussi je la considère dans la même abstraction , du moins autant qu'il est possible de la faire. Car si l'on enten-

doit



doit considérer cette partie de la constitution que nous examinons , comme si elle eût été décrétée par l'église, nous l'avouons sans peine , on en feroit disparaître le venin , puisqu'il consiste uniquement dans cette incompétence de l'assemblée , & cette usurpation d'un pouvoir qui , dans les principes de l'évangile , ne sauroit lui appartenir. Mais ce seroit-là moins faire une abstraction , que détruire & renverser cette partie de la constitution. La seule abstraction possible est d'oublier un moment que cette constitution est une loi , & une loi portée par des laïques. Alors on la considérera nuement en elle-même , comme une simple proposition , énoncée par un ou plusieurs particuliers, laïques ou ecclésiastiques, curés , évêques , ou même conciles provinciaux ou nationaux ; et je soutiens qu'en tous ces cas , quiconque avanceroit que des laïques peuvent d'eux-mêmes donner ou ôter , augmenter ou restreindre la juridiction spirituelle , avanceroit une maxime contraire à la foi , une hérésie formelle. Il seroit inutile d'en répéter les preuves. Or , c'est ainsi que s'exprime la constitution : elle ne soumet aucune de ses opérations , aucun de ses décrets au jugement de l'église ; elle ne parle jamais de ses dispositions comme d'un vœu , d'un désir , d'une demande ; mais comme d'un ordre , d'une loi toute faite , à laquelle il ne manque rien pour obliger. Elle ne dit pas que tels évêchés seront supprimés , telles métropoles dégradées , tels sièges élevés à la dignité de métropolitain ; mais *qu'ils sont & demeurent supprimés ; qu'il est défendu de reconnoître tel évêque ou tel mé-*

*ropolitain.* L'affaire est déjà consommée suivant le lettre des décrets ; elle l'est encore plus visiblement suivant l'esprit des législateurs , puisqu'avant que l'église ait parlé , on presse l'exécution de ces lois prétendues ; on chasse les évêques supprimés de leurs maisons & de leurs sièges ; on leur défend de s'immiscer aucunement dans le gouvernement de leurs diocèses ; on élit des sujets pour remplir les prélatures de nouvelle création ; on exige des évêques conservés , qu'ils exercent leur autorité sur les lieux qui leur sont attribués ; on ne reconnoît plus celle des archevêques devenus évêques dans la province ecclésiastique dont ils étoient les chefs : enfin on n'a cessé de presser le roi de sanctionner le décret qui soumettoit les fonctionnaires publics au serment , sans vouloir attendre la réponse qu'il sollicitoit de Rome. A quoi pourroit-on reconnoître une résolution prise invariablement et sans dépendance , si tant de signes ne suffisoient pas à la manifester ? C'est donc fort inutilement que l'apologiste exhorte à bien remarquer *qu'il ne s'agit pas de savoir si l'assemblée nationale n'a point empiété sur la juridiction ecclésiastique , en changeant de sa seule autorité le nombre & l'arrondissement des évêchés & des métropoles ; car puisque je considère la nouvelle constitution en elle-même , nous ne devons plus revenir sur l'incompétence réelle ou prétendue de l'assemblée.* Quoi ! il ne s'agit pas de savoir si l'assemblée porte ou non la main à l'encensoir ? Eh mais , c'est précisément la difficulté ! Vous ne considérez la constitution qu'en elle-même. Tout comme il vous plaira ; mais pour la con-

fidérer en elle-même , il ne faut pas nous présenter toute autre chose qu'elle-même. C'est cette usurpation de pouvoir , qui , entre tous les vices de la constitution , est le premier , le plus frappant , & l'origine de tous les autres. Vous voulez le faire disparaître , parce qu'il est difficile à justifier ; mais quoi que vous en disiez , *il est inhérent à la constitution* , & il l'est tellement , que si l'assemblée , au lieu d'ordonner , eût demandé , l'église eût pu accéder à ses desirs ( quant à cette partie de la distribution des évêchés & métropoles ) ; & que si l'église l'eût autorisée , vous n'auriez pas vu un ecclésiastique instruit s'y refuser.

Mais , ajoute l'apologiste , toutes les contestations cesseroient du moment où la nouvelle constitution seroit adoptée , ainsi tout rentreroit dans l'ordre. S'il y avoit ou s'il pouvoit y avoir conflit ou usurpation de juridiction spirituelle , ce ne seroit que par la résistance du clergé. Erreur. Le clergé adopteroit tous les articles de la constitution , qu'il ne pourroit , même alors , jurer de la maintenir. La raison en est simple ; c'est que le clergé ne pourroit adopter ces articles qu'autant & parce qu'ils seroient proposés par une autorité légitime , qui ne réside que dans l'église. Mais il ne pourroit , alors même , jurer de maintenir la constitution ; parce qu'il ne pourroit faire ce serment , sans reconnoître l'autorité qui l'a faite , & que les principes de la foi s'y opposent.

Ainsi , dites-vous , tout rentreroit dans l'ordre. Je prends acte de cet aveu naïf. Tout est donc hors de l'ordre , si tout y rentreroit par l'adop-

terreur puis  
qu'il est de force  
que c'est la -  
source de tous les  
pouvoirs qu'il -  
communiqué par  
la même voie des  
premiers pasteurs  
et selon son esprit  
et sa volonté en  
en adoptant par  
soumission à l'avis  
la constitution qu'elle  
a décernée on ne -

B 2

pour ne pas flatter que tel -  
et le dessein de l'auteur, pour n'ayant pas copié cette partie de la page ci-dessus.

tion de l'église. C'est une triste vérité qui vous échappe , & dont l'évidence vous frappe malgré vous. Hélas ! il n'est que trop vrai que les principes de l'assemblée introduisent dans l'église une confusion & une anarchie aussi déplorable que celle dont l'état éprouve les funestes effets. Mais , en admettant la conséquence qui coule de votre principe , je ne conviens pas qu'il soit vrai pour cela. Nous verrons plus bas ce qu'il faut en penser : cette discussion ici seroit prématurée.

En voilà assez , je pense , pour démontrer dans la constitution , une erreur capitale contre la foi. Mais ce n'est pas la seule ; & quoique je ne puisse les relever toutes , il faut du moins en indiquer encore une trop saillante pour être omise.

Il est de foi que l'évêque de Rome , que l'usage a fait appeler pape , comme successeur de Saint-Pierre , est chef de l'église universelle , qu'il est le premier des évêques , non-seulement en honneur & prééminence , mais en juridiction & autorité. Ainsi l'a toujours cru l'église catholique. Les Grecs ne sont séparés que pour n'avoir pas voulu reconnoître cette même primauté de puissance , que l'évêque de Rome a exercée avec plus ou moins d'étendue , selon les temps & les lieux , mais dont aucun catholique n'a jamais contesté le fond sans encourir l'anathème. C'est en vertu de cette primauté que les causes majeures ont été déferées au saint-siège ; que les papes ont cité devant eux , jugé en personne ou par leurs délégués , déposé ou rétabli des évêques dans tous les lieux de la chrétienté ; qu'ils ont confirmé ou cassé des

élections ; qu'ils ont annullé des lois portées dans certains conciles ; qu'ils ont présidé en personne , ou par leurs légats , aux conciles généraux ; que les Augustins , les Chrysostomes , les Irenées , tous les pères , ont unanimement reconnu dans le successeur de Pierre , leur supérieur & le vicaire de Jesus-Christ. Cette foi de l'église est fondée sur ces textes de l'évangile qui sont connus de tout le monde : *Tu es Petrus & super hanc petram œdificabo ecclesiam meam.* Matth. 16. *Ego rogavi pro te ut non deficiat fides tua & tu aliquando conversus confirma fratres tuos.* Luc. 22. *Pasce agnos meos ; pasce oves meas.* Joan. 21. *Quodcumque ligaveris super terram erit ligatum & in cœlis.* Matth. 16 , &c. &c.

Or , la constitution non-seulement ne dit rien de cette primauté , quoiqu'elle dût en parler , puisqu'elle prétend régler tout le régime de l'église ; mais elle la renverse , elle la détruit , elle la nie formellement. Titre 1<sup>er</sup> , art. 5. *Il est défendu à toute église ou paroisse de France , & à tout citoyen français , de reconnoître en aucun cas , & sous quelque prétexte que ce soit , l'autorité d'un évêque ordinaire ou métropolitain , dont le siège seroit établi sous la domination d'une puissance étrangère , ni celle de ses délégués résidans en France ou ailleurs.* Remarquez la généralité des expressions , & quel soin on a pris d'exclure toute exception. *Il est défendu à toute église , à tout citoyen français , de reconnoître en aucun cas , & sous quelque prétexte que ce soit , l'autorité d'un évêque ordinaire ou métropolitain étranger , ni celle de ses délégués résidans en France ou ailleurs.* Il est difficile de pousser plus loin les précautions. Il n'y a donc que l'exception

la plus formelle qui puisse mettre l'autorité du pape à l'abri. Voici celle du décret : *Le tout sans préjudice de l'unité de foi & de la communion , qui sera entretenue avec le chef visible de l'église universelle.* Mais l'unité de foi , la communion ne suppose aucune dépendance. Tous les évêques , tous les fidèles se la doivent entre eux (1). Jusque-là donc , le souverain pontife n'a rien de particulier qu'une mention de lui nommément. On l'appelle *chef visible de l'église universelle.* C'est quelque chose de plus précieux ; mais Photius ne lui disputoit pas cette qualité. Il le reconnoissoit bien pour le premier évêque , pourvu qu'il ne fût premier qu'*inter pares*. Tout cela est donc insignifiant pour la juridiction , & ne suffiroit pas pour la reconnoître , à la suite d'une défense de *reconnoître en aucun cas* , ni sous aucun prétexte , celle d'un évêque ou d'un métropolitain étranger. Pour fixer le sens & les bornes de cette exception , le décret nous renvoie à ce qui sera dit ci-après.

Je vais donc chercher ce qui est dit *ci-après* , & je trouve , titre 2 , article 19 , ces termes : *Le nouvel évêque ne pourra s'adresser au pape , pour obtenir aucune confirmation ; mais il lui écrira comme au chef visible de l'église universelle ; en témoignage de l'unité de foi & de la communion qu'il doit entretenir avec lui.*

---

(1) *Idipsum dicamus omnes & non sint in vobis schismata.*  
 1. Cor. 1. Unus dominus , una fides , unum baptisma.  
 Ephes. 4. Si quid patitur unum membrum , compatiuntur omnia membra. 1. Cor. 12. Vos estis corpus Christi & membra de membro. *Ibid.*

Peu éclairé par cet article , j'imagine qu'il en est d'autres plus détaillés. Je feuillette, je lis , j'épluche tout ce qui reste à parcourir de cette fameuse constitution : peine inutile. Tout est dit pour le souverain pontife ; il n'est plus nommé nulle part. Toutes ses prérogatives sont renfermées , tous ses droits contenus , toute son autorité concentrée dans ces quatre lignes de l'art. 19. C'est-là sa grande chartre pour les Français , la mesure de son autorité sur eux & de leurs obligations envers lui. Revenons à un article si essentiel , & tâchons d'en bien saisir toute l'énergie.

Mais d'abord je n'y vois pas un mot , ni sur le roi , ni sur l'assemblée , ni sur les corps administratifs , ni sur les évêques en place , ni sur les églises & les paroisses , ni sur les curés , vicaires , prêtres , ni sur les citoyens français. Rien n'indique la moindre dépendance de leur part , la moindre autorité de celle du souverain pontife. Il n'est question absolument que du *nouvel évêque*. L'art. 1<sup>er</sup>. du titre 5 subsiste donc en entier pour tout le reste. L'exception de cet article & du 19<sup>e</sup>. ne regarde donc nul autre. *Il est toujours défendu à tout autre de reconnoître l'autorité de cet évêque sous domination étrangère.* Car enfin qui la réclamerait ? Les corps ou les particuliers ? Mais il est *défendu à toute église ou paroisse de France* : ( voilà pour les corps ), *à tout citoyen français* , ( voilà pour les particuliers ), de la reconnoître. Quand pourroit-on y recourir ? *En aucun cas*, dit l'article. Pour quelle cause l'invoqueroit-on ? *Sous quelque prétexte que ce soit.* Par qui le chef vi-



sible de l'église l'exerceroit-il ? ce ne seroit ni par lui-même, qui est directement exclus, ni par ses *délégués*, qui le sont aussi. Où l'exerceroit-il ? Ce ne seroit pas en France ; on n'y en veut point ; ce ne seroit pas *ailleurs*, on n'en veut pas davantage. Il est donc aussi clair que le jour que cette juridiction du souverain pontife, qu'il tient de droit divin & par l'institution de Jésus-Christ, & à laquelle aucun catholique ne peut se soustraire, est absolument nulle, suivant la constitution, sur tous les Français, excepté sur le *nouvel évêque* ; ce qu'assurément on ne peut décréter sans manquer à la foi.

Mais subsiste-t-elle du moins pour le *nouvel évêque* ? Lisons. Le *nouvel évêque ne pourra s'adresser au pape pour en obtenir aucune confirmation*. Triste début. Ce n'est apparemment pas sur cette partie du décret que se fonde l'autorité du pape, sur le nouvel évêque. Elle ne renferme qu'une négation, qu'une défense de s'adresser à lui pour en obtenir le premier & le principal acte de cette autorité, qui est *la confirmation*. Le nouvel évêque n'en aura plus besoin ; il sera évêque sans le pape, & malgré le pape s'il le faut, comme le pape sera pape sans lui & malgré lui. Que ce point de discipline soit ancien ou moderne, essentiel ou non, ce n'est pas de quoi il s'agit ici. Toujours est-il vrai que ce n'est pas en enlevant formellement au pape un droit dont il jouit, qu'on reconnoît son autorité. En quoi donc consiste-t-elle ? le voici : *Mais il* ( le nouvel évêque ) *lui écrira comme au chef visible de l'église universelle, en témoignage de l'unité de foi & de*

*la communion qu'il doit entretenir avec lui. C'est-à-dire qu'il lui donnera avis de son élection comme à un confrère, non comme à un supérieur; c'est-à-dire qu'il aura pour le chef visible de l'église la même déférence que les récipiendaires ont toujours pour le chef du corps dans lequel ils entrent; ils le visitent ou lui écrivent, quoiqu'ils ne dépendent nullement de lui : c'est-à-dire que cette nouvelle pierre de l'édifice spirituel viendra se placer non sur la pierre fondamentale qui doit porter toutes les autres, mais à côté, & se lier avec elle; tant bien que mal, par une lettre : c'est-à-dire que cet agneau devenu brebis ne se rangera pas dans le bercail du pasteur chargé de la paître, mais lui annoncera simplement sa métamorphose, & qu'elle désire, non pas être conduite par lui, mais fréquenter les mêmes pâturages : c'est-à-dire, en un mot, qu'il fera une politesse au successeur de St-Pierre, au vicaire de Jésus-Christ; qu'il la lui fera une fois en sa vie, & sans se mettre en peine de la réponse, sans être en souci sur la manière dont elle sera acceptée, sans exposer cette foi qu'il professe, & qui doit être une avec celle de l'église romaine, sans demander ni obtenir une attestation de cette conformité, ni ces lettres de communion avec le siège apostolique, dont les évêques des premiers siècles étoient si jaloux.*

Et voilà donc à quoi se réduira la primauté de saint Pierre, & la glorieuse prérogative que le divin instituteur lui avoit accordée pour récompenser son zèle à confesser sa divinité. C'étoit pour lui mériter une poli-

tesse , que Jésus-Christ avoit prié particulièrement pour que la foi de cet apôtre ne manquât jamais ; c'étoit pour le rendre digne d'une politesse qu'il avoit exigé de lui ces trois protestations d'un amour singulier & plus grand que celui des autres. Ces promesses magnifiques de bâtir sur lui son église , de lui confier les clefs du royaume céleste , de ratifier dans le ciel ce qu'il feroit sur la terre ; cet ordre de paître & ses agneaux & ses brebis ; ces expressions pompeuses des pères , qui appellent l'église romaine , la mère & la maîtresse des autres églises , qui veulent qu'on recoure à elle *ab potiore principalitatem* : tout cela bien entendu , signifie au fond que le nouvel évêque fera l'honneur ou la politesse au pape de lui écrire au commencement de son épiscopat , en témoignage de l'unité de foi & de la communion qu'il doit entretenir avec lui. Certes , sans être ni bien *prévenu* , ni bien *outré* , ni bien *ignorant* , ni de *mauvaise foi* , on peut être excusable de ne pas confondre des choses si disparates. Il faut sans doute une impartialité rare , une modération extrême , des connoissances bien vastes , & sur-tout une bonne-foi singulière , pour voir dans les expressions de Jésus-Christ & des pères , le synonyme d'une politesse.

L'apologiste est théologien ; il est ami de la religion ; il est de bonne-foi. Avec un homme de ce caractère , c'en est assez , peut-être trop , pour le convaincre que sa première proposition avoit plus besoin de preuve qu'il ne pensoit ; & que pour en mettre le titre en règle , il faudroit ou l'appeler une contre-vérité , ou re-

trancher la négation qu'elle renferme, & convenir que certains points de la constitution sont contraires à la foi.

Nous nous sommes arrêtés long-tems à discuter cette prétendue vérité ; les autres demanderont bien moins de discussion.

2<sup>e</sup> Vérité : suivant l'apologiste , *la constitution considérée en elle-même , & indépendamment de l'autorité dont elle émane , n'est pas schismatique.*

L'apologiste n'est pas moins laconique dans ses preuves de cette seconde proposition , que dans celles de la première. Je ne fais s'il a des idées bien nettes d'un schisme ; mais il me semble qu'il n'atteint pas la question , & qu'il prend même le change dès le premier mot. Commençons par fixer le sens des termes ; nous verrons ensuite s'ils sont applicables ou non à la constitution.

Un schisme en général est une séparation quelconque ; mais on entend spécialement par ce mot , la séparation des fidèles de leurs pasteurs légitimes ; ce qui arrive quand les fidèles méconnoissent l'autorité de ces pasteurs , & refusent de leur obéir dans les choses spirituelles , à plus forte raison lorsqu'ils poussent leur désobéissance jusqu'à se faire d'autres pasteurs , soit qu'ils donnent cette qualité à gens qui ne l'avoient pas du tout auparavant , soit qu'ils se mettent sous le gouvernement de ceux qui étoient bien déjà pasteurs , mais qui n'étoient pas les leurs. Ce sont des brebis qui quittent la bergerie qui leur étoit assignée. Qu'elles errent dans la campagne pour vivre dans l'indépendance , qu'elles se transportent à une autre

bergerie , elles n'en sont pas moins séparées de celui qu'il leur étoit ordonné d'écouter & de suivre. Il est également malheureux pour elles , ou de n'avoir plus de berger qui en prenne soin , ou d'en avoir un qui , n'étant point avoué du maître du troupeau , ne peut être qu'un voleur , incapable , par le seul fait de son intrusion , de les nourrir , de les défendre , & qui , au jugement de la vérité même , ne fera que les égarer , les égorger & les perdre (1).

Cette séparation est quelquefois accompagnée d'hérésie , quelquefois non. Elle l'est , quand on refuse de reconnoître l'autorité de la chaire , & sur-tout de la chaire apostolique ; elle ne l'est pas , quand on ne se sépare que de la personne du pasteur , par haine , ou parce qu'on ne le croit pas légitime. Ainsi le schisme des Grecs est hérétique , parce qu'ils ne reconnoissent pas l'autorité du saint - siège : celui d'Occident ne l'étoit pas , parce que les esprits n'étoient divisés que sur la personne qui devoit l'occuper , les uns étant pour Urbain VI , les autres pour Clément VII. Mais il faut bien remarquer que le schisme , pour être un crime grave , n'a pas besoin d'être accompagné de l'hérésie. Il l'est par lui - même , indépendamment de toute erreur contre la foi , à moins que la complication de certaines circonstances , & l'exemple de plusieurs grandes églises catholiques , ne rendent très-difficile le

---

(1) Qui non intrat per ostium in ovile , sed ascendit aliunde ille fur est & latro . . . . Fur non venit nisi ut furetur , & mactet , & perdat. *Joan. 10.*

discernement du véritable pasteur. En ce cas , ceux qui suivent l'intrus se trompent , & sont bien schismatiques au fond ; mais leur bonne foi les excuse , parce que l'ignorance est censée invincible.

Enfin le schisme peut regarder ou le souverain pontife , ou un évêque particulier , ou un curé & autre pasteur subalterne. Quel que soit le degré qu'occupe dans l'église un pasteur légitime , c'est un schisme de se séparer de lui ; c'est rompre l'unité ; c'est manquer au précepte de l'apôtre (1) , à celui de Jesus-Christ même (2). Le schisme des Grecs , des Anglais , des protestans , est de la première espèce. Les Donatistes en Afrique , du temps de S. Augustin , & les habitans d'Antioche du temps de Méléce & de Paulin en offrirent un de la deuxième. Des paroissiens qui refuseroient un curé légitimement & canoniquement institué , des religieux un supérieur , des religieuses un directeur que l'évêque leur auroit désigné , seroient schismatiques de la troisième. La raison en est simple : c'est que tous ces pasteurs tiennent leur autorité plus ou moins immédiatement de Jesus-Christ ; qu'ils parlent , qu'ils agissent , commandent en son nom ; qu'ils ont droit de le faire , & que si vous coupez un seul anneau de la chaîne , fût-ce le dernier , vous interceptez la communication avec les autres , & ne tenez plus au tronc dont ils dérivent , & duquel ils tirent toute leur

---

(1) Obedite præpositis vestris & subiacete eis. *Hebr.* 13.

(2) Qui vos audit me audit , qui vos spernit me spernit. *Luc.* 10.

force , comme un rameau détaché de la branche d'où il fortoit , ne participe plus à la vie de l'arbre ; comme un canal dérivé d'un autre canal , ne peut en être séparé sans l'être aussi de la rivière & de la source qui alimentoient l'un & l'autre.

Or , examinons la constitution sous ces différens points de vue. Il est déjà démontré avec la plus grande évidence , qu'elle ôte au souverain pontife toute l'autorité qu'il avoit , & qu'il ne peut cesser d'avoir en France , tant qu'elle sera chrétienne & catholique ; il est donc évident aussi que la constitution établit le schisme à cet égard , & le pire de tous les schismes , un schisme relatif au siège & à la chaire de S. Pierre , non à la personne qui y est assise ; au siège apostolique , non à un siège particulier ; un schisme permanent, durable, éternel ; un schisme par conséquent accompagné d'hérésie , & contraire à la foi autant qu'à la charité : il faut s'aveugler pour ne pas le voir.

Elle n'est pas moins schismatique à l'égard des évêques & archevêques. Je dis de ceux qui sont conservés comme de ceux qui sont supprimés ; des anciens comme de ceux de nouvelle création ; des *ci-devant archevêques* comme des nouveaux métropolitains.

Car enfin , ces évêques supprimés étoient sans contredit pasteurs légitimes de leurs diocèses ; ces archevêques dégradés étoient supérieurs légitimes de leurs suffragans : les saintes règles obligeoient donc les diocésains des uns, les suffragans des autres , à leur obéir en ce qui étoit de leur compétence respective. Ils n'ont pas cessé d'être ce qu'ils étoient , en vertu des dé-



crets de l'assemblée ; elle n'a pu leur ôter ce qu'elle ne leur avoit pas donné, ce qui n'étoit pas à sa disposition , ce qu'elle ne pouvoit regarder comme un bien national , ce qui diffère essentiellement de la politique , ce qui appartient à un ordre de choses surnaturel , ce qui ne peut venir que de Jesus-Christ et par les canaux que Jesus-Christ a établis. Leurs titres , leur mission , leur autorité , tous leurs droits subsistent donc encore. Cependant la constitution prononce que *tels évêchés sont & demeurent supprimés* ; que tels archevêques ne sont plus qu'évêques sans suffragans , & suffragans eux-mêmes de tel métropolitain ; elle les prive de toute juridiction dans leurs diocèses & provinces ecclésiastiques ; elle ordonne , dans le décret du 27 novembre dernier , que *les évêques ci-devant archevêques , curés..... qui s'immisceroient d'aucunes fonctions publiques attachées aux titres supprimés, seront poursuivis comme perturbateurs du repos public, & punis comme réfractaires à la loi*. Elle permet donc , elle approuve , elle autorise , elle commande la désobéissance à des pasteurs légitimes & reconnus pour tels ; elle veut que ces pasteurs cessent de l'être à sa voix , sans ordre de l'église , sans révocation de leurs pouvoirs par la même autorité qui les leur avoit confiés , & qui avoit incontestablement le droit de le faire. Donc la constitution est évidemment schismatique en ce point.

Elle l'est aussi pour les évêques conservés , pour les métropolitains désignés ; car les diocèses des premiers , les arrondissemens des seconds n'étant plus les mêmes , elle leur ôte

d'une main l'autorité spirituelle qu'ils avoient ; elle leur donne de l'autre celle qu'ils n'avoient pas : or, s'il est prouvé ci-dessus qu'elle ne peut rien ôter, elle peut encore moins donner cette autorité. Ces évêques feront donc sans caractère dans la partie nouvellement assignée à leurs diocèses ; ces métropolitains n'auront donc réellement aucune juridiction dans tout ce qu'on ajoute à leurs provinces ; les uns & les autres feront intrus pour tout ce que les canons ne leur adjugeoient pas, & que l'assemblée leur distribue si libéralement. Or qu'est-ce qu'une constitution qui ne fait que des intrus ?

A plus forte raison est-elle schismatique, en créant de sa seule autorité de nouveaux évêchés, & érigeant un ancien évêché en métropole. C'est bien la plus haute, la plus hardie, la plus manifeste, la plus inouïe entreprise de schisme : jamais aucune puissance catholique, & voulant rester catholique, ne s'est avisée de rien de pareil. Le trop fameux Henri VIII ne poussa jusque-là sa témérité, qu'après avoir consommé son schisme avec l'église romaine. Pour venger son despotisme & ses amours offensés, il supprima les monastères, il fit périr des évêques ; il alla jusqu'à créer, comme l'assemblée nationale, six nouveaux évêchés. Mais il avoit commencé par rompre avec le siège apostolique, se mettre lui-même à la place du successeur de Pierre, se déclarer solennellement chef de l'église anglicane. S'il étoit usurpateur, du moins étoit-il conséquent. Il agissoit comme chef de l'église en créant des évêchés : il en avoit le droit dans ses principes ; il n'existoit plus pour lui de supérieur  
dans

dans la hiérarchie , à l'autorité duquel il pût recourir pour légitimer ces érections. Encore , plus retenu que nos représentans , laissa-t-il tout le reste *in statu quo* ; chaque diocèse demeura à son évêque , la métropole à Yorck , et la primatie à Cantorbéry , comme auparavant. Il étoit réservé à l'assemblée nationale d'introduire toutes ces nouveautés à-la-fois , & en les introduisant , de protester de sa catholicité. Car dire avec M. Camus , que ce fut le roi Ethelbert , & non l'évêque Augustin ni le pape Grégoire , qui fixèrent le 1<sup>er</sup> siège à Cantorbéry , c'est trop compter sur la crédulité de ses lecteurs. S. Grégoire avoit envoyé Augustin prêcher la foi en Angleterre , avec pouvoir de fixer son siège & d'en établir d'autres où les circonstances l'exigeroient. La protection & les libéralités du roi l'engagèrent à fixer son siège à Cantorbéry. C'est de là qu'il gouverna toute l'église anglicane , là qu'il mourut. Son successeur hérita naturellement de sa juridiction comme de ses biens. Le roi n'en marqua pour cela ni l'étendue ni le lieu d'où elle s'exerceroit. L'eût-il même fait , on ne pourroit rien en conclure pour les opérations de l'assemblée , soit parce qu'il faudroit encore prouver qu'il le fit par voie d'autorité , soit parce qu'il y a une différence essentielle entre un siège à établir en pays idolâtre & un en pays catholique : le premier n'est point occupé , puisqu'il n'existe pas encore ; il n'y a point de pasteur à déposséder , à priver de juridiction , puisqu'il n'y a point de pasteur. Mais en un pays catholique , vous ne pouvez créer un évêque , un métropolitain ;

sans dépouiller un autre évêque, un autre métropolitain légitimes, sans soustraire à l'autorité de l'ancien évêque le nouveau diocèse, à celle de l'ancien archevêque le nouveau métropolitain & les suffragans que vous lui attribuez. Vous faites, par exemple, devenir M. Jean-Julien Avoine évêque de Versailles. Mais il existoit déjà un évêque & un évêque légitime de Versailles, M. l'archevêque de Paris. Vous nommez donc à une place qui n'est point vacante; vous donnez deux évêques en même temps au même siège; ou, ce qui est encore pis, vous ôtez l'évêque reconnu véritable, pour mettre en sa place celui qui ne peut l'être qu'à la mort, la démission ou la déposition canonique du véritable. Si ce n'est pas là un schisme, on ne fait plus ce qui pourra l'être.

Et qu'on ne dise pas que le consentement du clergé racommodera tout; qu'*ainsi, s'il y avoit conflit ou usurpation de l'autorité spirituelle, ce ne seroit que par la résistance du clergé.* Car il ne s'agit pas de ce qui sera, dans l'hypothèse que l'église accède à la constitution; mais de ce qui est présentement & avant cette accession. Possible ou impossible, probable ou non, cette accession n'existe pas *aujourd'hui*. Le souverain pontife ne s'est pas expliqué. Sur cent quarante évêques, à peine cinq ou six y adhéreront-ils: tous les autres improuvent hautement cette partie de la constitution. Elle a donc *aujourd'hui* tous les vices que corrigeroit, suivant l'apologiste, l'acceptation de l'église; elle est donc *aujourd'hui* schismatique; il n'est donc pas permis d'en jurer *aujourd'hui* le maintien; & cepen-

dant c'est *aujourd'hui* qu'on exige ce serment.

On sent assez , sans que je le dise , qu'on peut appliquer aux curés & à la circonscription de leur paroisse , ce qui vient d'être établi pour les évêques & leurs diocèses , les archevêques & leurs métropoles. S'il y a quelque différence , c'est que , pour les évêchés & métropoles , le consentement de l'église n'est pas même mentionné ; au lieu que pour circonscrire les paroisses , il est statué , titre 1er , article 18 , *que les assemblées administratives désigneront à la prochaine législature les paroisses qu'il conviendra de resserrer , d'étendre , d'établir ou de supprimer.* Mais comme on ne réserve par ces paroles à l'évêque que son avis ; que cet avis pourra bien n'être pas toujours celui des assemblées administratives ; qu'en ce cas il ne prévaudra pas pour empêcher l'opération projetée , comme il ne suffira pas pour la décider s'il est favorable ; que dans tous les cas ce n'est point l'évêque qui jugera , qui resserrera , étendra , supprimera ou établira les paroisses , mais la législature , sur son avis joint à celui des assemblées administratives : il est très-clair que cette différence n'est point essentielle , & que la circonscription des paroisses ne sera jamais faite par l'autorité spirituelle , comme S. Paul l'ordonnoit à Tite , ni même vraisemblablement toujours à son gré.

Je ne pense pas que l'apologiste veuille revenir ici à son abstraction ; l'illusion seroit trop grossière. Pour achever d'en démontrer l'absurdité , supposons qu'un évêque , une assemblée du *ci-devant* clergé , un concile national ou le pape , animés de l'esprit philosophique & inf.

pirés par la sagesse de nos législateurs , eussent prescrit en 1788 les mêmes choses précisément que l'assemblée nationale a décrétées depuis sur les objets politiques ; je veux dire qu'ils eussent fait la déclaration des droits de l'homme , enlevé la législation au roi , aboli la distinction des ordres , la noblesse héréditaire , les noms , les limites , les privilèges des provinces ; qu'ils eussent supprimé les parlemens & autres cours de judicature , &c. &c. &c. S'ils avoient exigé de tous les fidèles le serment de maintenir ce nouveau code ; s'ils avoient déployé toute la rigueur des censures contre les réfractaires , frappé d'anathème , excommunié tous ceux qui refuseroient de jurer : grand Dieu ! quelle tempête eût excité cette conduite ! quelle indignation des patriotes ! tout en applaudissant à la sagesse de ces lois , comme ils auroient crié à l'incompétence , à la rebellion ! il n'y auroit pas eu assez de comités de recherches , assez de lanternes pour punir un tel attentat. *Ex ore tuo te judico.* La puissance spirituelle est-elle moins indépendante que la civile ? Les objets religieux sont-ils plus soumis à celle-ci que les affaires politiques à celle-là ? Si quelqu'un alors étoit venu dire : *Cette constitution du royaume , considérée en elle-même & indépendamment de l'autorité dont elle émane , n'est point attentatoire ; elle n'attaque point la hiérarchie séculière ; elle ne renferme ni hérésie , ni schisme politiques , se feroit-on payé de ces raisons ? auroient-elles satisfait l'apologiste ? Qu'y eût-il répondu ? Eh bien , sa réponse sera la mienne.*

Troisième vérité. *La nouvelle constitution du clergé , considérée en elle-même & indépendamment*

*de l'autorité dont elle émane , ne porte aucune atteinte à la juridiction spirituelle.*

Pour le coup c'est trop fort. Vous créez , supprimez , étendez , renversez , transportez des personnes & des lieux , à d'autres lieux & d'autres personnes , la juridiction spirituelle , & vous appelez cela n'y pas toucher , *n'y porter aucune atteinte !* Tel qui n'en avoit aucune en aura ; tel autre qui en avoit n'en aura plus : celui-ci acquerra des pouvoirs dont il n'avoit pas le germe , ou augmentera considérablement ceux dont il étoit déjà revêtu ; celui-là perdra tout , excepté le caractère épiscopal sans fonctions , & n'aura pas même de diocèse après avoir eu une province : un troisième cessera d'être le pasteur du troupeau qui lui étoit confié , pour devenir celui d'un autre sur lequel il n'avoit point d'inspection. Les décrets assignent à des métropolitains des suffragans , à des suffragans des métropolitains , à des évêques des diocésains , à des diocésains des évêques , à des curés des paroissiens , à des paroissiens des curés qui ne se sont jamais connus , qui n'ont eu jusqu'à présent aucune relation , aucun devoir de pasteur ou de brebis à remplir les uns envers les autres ; & *vous ne portez aucune atteinte à la juridiction spirituelle !* Mais j'aimerois autant dire qu'en démolissant ma maison de fond en comble , sans mon aveu , pour la rebâtir avec d'autres pierres & suivant un autre plan à votre fantaisie , vous n'entreprenez rien sur mes droits ; qu'en m'ôtant tout mon bien , ou le morcelant pour le distribuer à Pierre , Paul ou Jean , & arrondir le leur à mes dépens , vous ne portez

pas atteinte à ma propriété ; qu'en supprimant les parlemens , sénéchaussées & autres justices , pour établir à leur place de nouveaux tribunaux & de nouveaux juges , vous n'avez porté aucune atteinte à l'ancien ordre judiciaire. Si vous l'entendez dans ce sens que bouleverser tout le gouvernement ecclésiastique , tout brouiller , tout détruire , n'est pas précisément *porter atteinte à la hiérarchie* , mais faire bien pis , en couper toutes les branches , en déraciner le tronc , la sapper par ses fondemens , la ruiner dans tout son ensemble ; en ce cas , je suis de votre avis : autrement , je ne vois dans votre assertion qu'une dérision cruelle , qu'un persifflage indécant.

Eh ! comment la hiérarchie subsisteroit-elle , quand , peu contents de balotter les sièges & les individus , d'assigner à chacun sa mission à votre gré , vous voulez encore égaler le prêtre à l'évêque , ou même le rendre supérieur à lui ? S'il est une atteinte mortelle à cette hiérarchie , n'est-ce pas de faire aller de pair l'inférieur avec le supérieur , ou même de le placer au-dessus de lui ? N'est-ce pas de donner à l'évêque des coopérateurs , des vicaires dont il ne voudra peut-être point , qu'il ne choisira pas , que néanmoins il sera tenu d'employer , de consulter , de garder ; avec lesquels , bon gré malgré , il sera forcé de délibérer , sans lesquels il ne pourra rien faire , & qui pourront tout sans lui & malgré lui ? Cependant lisez la constitution , titre 1<sup>er</sup> , art. 15. *Les vicaires des églises cathédrales , les vicaires supérieurs & vicaires directeurs du séminaire , formeront ensemble le conseil habituel & permanent de l'évêque.*



Voyez ce qui suit : *Qui ne pourra faire aucun acte de juridiction en ce qui concerne le gouvernement du diocèse & du séminaire , qu'après en avoir délibéré avec eux.* Est - ce lui qui décidera au moins après cette délibération ? pourra-t-il , après avoir rempli cette forme , prononcer suivant ses lumières , en s'écartant de l'avis de ses conseillers ? Aura-t-il au moins ou la voix prépondérante en cas de partage , ou la sanction & le veto pour les ordonnances de ce petit corps législatif ? Pas le mot ; & ces choses ne se suppléent pas ; elles semblent même exclues par le mot *délibérer*. Car qui délibère , a voix délibérative , & non simplement consultative. Or , les voix délibératives se comptent , & la pluralité l'emporte. Le presbytère partagera donc avec l'évêque l'autorité épiscopale ; & dans ce partage , tout sera d'un côté , à-peu-près rien de l'autre. L'évêque n'aura plus qu'un treizième ou un dix-septième de la juridiction , qui lui appartient toute entière à raison de son sacre. Je me trompe. *Pourra néanmoins l'évêque , ajoute le décret , dans le cours de ses visites , rendre seul telles ordonnances provisoires qu'il appartiendra.* Perfide exception , qui ne fait qu'affermir la règle générale , ne laisse qu'une simple provision , encore seulement en cours de visite , & réserve par-là même tout le définitif au presbytère. Il est donc évident que contre la pratique apostolique & le canon du S. concile de Trente , qui frappe d'anathème quiconque nieroit que les évêques soient de droit divin supérieurs des simples prêtres , la constitution établit entre eux l'égalité qu'elle a décrétée pour les citoyens ,

& que non-seulement elle enlève à l'évêque sa juridiction sur son presbytère , mais le rend absolument dépendant de lui.

Voyez encore titre 2 , art. 22 & 23. L'un restreint le choix que l'évêque pourra faire de ses vicaires , à ceux qui auront exercé des fonctions ecclésiastiques au moins pendant dix ans , & en même-temps le prive du droit de les destituer , *sinon de l'avis de son conseil , & à la pluralité des voix ; en connoissance de cause ;* l'autre établit de plein droit premiers vicaires de l'évêque , *les curés dont les paroisses seront réunies à la cathédrale.* Voilà donc l'évêque gêné pour placer sa confiance ; il ne pourra la donner au meilleur sujet , s'il n'a dix ans de service : encore plus gêné pour la retirer. Qu'un de ses vicaires se soit perverti depuis sa nomination , ou qu'il ait voilé sous un masque hypocrite une perversité antérieure ; si ce scélérat a eu l'art de la cacher à ses confrères , ou de s'affluer de leurs suffrages ; si ses crimes sont de nature à ne pouvoir être prouvés juridiquement , l'évêque , malgré la connoissance certaine qu'il en aura , ne pourra le destituer ; il faudra qu'il laisse ce loup dans la bergerie , au grand détriment du troupeau ; qu'il ne fasse rien sans le lui communiquer ; qu'il lui soumette toutes ses vues ; toutes les opérations qu'un zèle pur pourra lui suggérer , & qu'il y renonce , faute du consentement d'une cabale qu'un mauvais sujet manque rarement de former & de conduire. Le voilà , cet évêque , environné de conseillers , mais de conseillers nécessaires , qu'il ne choisira pas tous , qu'il gardera forcément , & qui seront au fond bien

plus ses maîtres que ses conseillers , puisqu'ils pourront lui faire la loi , se refuser à ses desirs , le contraindre d'accéder aux leurs , gouverner enfin sous son nom , mais contre les principes , cette église dont l'Esprit-saint lui avoit confié le régime (1). Et voilà ce qu'on appelle *ne porter aucune atteinte à la juridiction spirituelle*.

Mais pourquoi s'étonner que les prêtres soient égaux à leur évêque , & partagent son autorité ? La constitution leur donne les droits de supériorité sur d'autres évêques. Voyez titre 1<sup>er</sup>, article 6 : *Lorsque l'évêque diocésain aura prononcé dans son synode sur des matières de sa compétence , il y aura lieu au recours au métropolitain , lequel prononcera dans le synode métropolitain*. Le synode métropolitain est donc le vrai supérieur des évêques suffragans , & ce synode métropolitain étant tout composé de simples prêtres , à l'exception du métropolitain seul , il s'ensuit que ces prêtres seront les juges & les supérieurs des évêques suffragans. C'est encore ce qu'on appelle *ne porter aucune atteinte à la hiérarchie spirituelle*. Mais , dira-t-on , c'est le métropolitain qui prononcera dans son synode métropolitain. Oui , comme l'évêque diocésain aura prononcé dans son synode. Et comment cet évêque aura-t-il prononcé ? Nous venons de le voir ; en délibérant avec son presbytère , en recueillant les voix , & y conformant sa décision. C'est donc aussi le presbytère métropolitain qui recevra l'appel , & qui le jugera.

---

(1) Spiritus sanctus posuit vos episcopos regere ecclesiam Dei. Act. 20.

*Le métropolitain prononcera* si l'on veut, mais comme les premiers présidens des parlemens prononçoient les arrêts, à la pluralité des voix : & comme l'arrêt étoit arrêt du parlement, non du premier président, étant dicté par les conseillers, & tirant toute son autorité de leurs suffrages ; ainsi le jugement du synode sera le jugement du synode, non du métropolitain, prononcé par celui-ci, mais dicté par le presbytere, & tirant de là toute sa vigueur.

Des réflexions aussi simples ne peuvent avoir échappé à personne. Que vouloit donc dire ce curé qu'on a entendu à la tribune rassurer les consciences, en protestant que l'assemblée n'avoit jamais eu intention de toucher au spirituel ? Il s'agit bien ici de l'intention ! C'est le fait qu'il falloit ou justifier ou corriger. Si l'assemblée n'a véritablement pas eu intention de toucher au spirituel, qu'elle révoque donc ses décrets sur cette matière ; qu'elle rentre dans sa sphère, & se renferme dans les bornes de sa compétence. J'oserai garantir alors que tous les bons évêques, tous les bons prêtres, jureront sans restriction & du fond du cœur le maintien de la constitution. Mais comment voulez-vous que je croie à une intention démentie par une multitude de faits contradictoires & décisifs, dont vous ne voulez rien rabattre, & que vous vous proposez peut-être d'aggraver encore ? A la vue de ma maison en feu, la main encore armée de la torche fatale que vous y avez appliquée en ma présence & malgré mes réclamations, vous refusez de la retirer, vous m'obligez moi-même à maintenir l'in-

cendie ; & pour toute consolation , vous me dites que votre intention n'est pas de brûler. Ah ! barbare , gardez votre baume , & n'ajoutez pas la fausseté à l'injustice. Concluons que la 3<sup>e</sup>. vérité de l'apologiste n'est pas plus vérité que les deux précédentes.

*Quatrième vérité. On ne dira point que la nouvelle constitution du clergé considérée en elle-même , est tellement contraire aux intérêts de la religion , qu'il seroit impossible de la tolérer.*

J'ai encore ici le malheur de me trouver en opposition avec l'apologiste ; mais il me le pardonnera , après avoir lu ce qui précède : car si ses trois premières vérités sont des erreurs , celle-ci ne peut pas être autre chose. Si la constitution a été démontrée hérétique , schismatique , attentatoire à la hiérarchie , elle est tellement contraire aux intérêts de la religion , qu'il est impossible de la tolérer ; j'entends non d'une tolérance de charité relative aux personnes : mais d'une tolérance d'approbation , d'exécution , & à plus forte raison de maintien , la seule dont il s'agit ici. Jamais en effet personne ne soutiendra que l'hérésie , le schisme & la subversion du saint ministère ne soient pas contraires aux intérêts de la religion , ou qu'ils ne le soient pas assez pour les rendre indignes d'être adoptés , exécutés , protégés & pour , ainsi dire , sanctionnés par l'église. Aussi je me crois dispensé d'apporter de nouvelles preuves contre cette quatrième vérité. Tout ce que j'ai dit ci-dessus milite invinciblement contre elle , & tout ce que l'apologiste avance pour la soutenir , porté à faux , soit parce qu'il n'examine

presque que les moindres des reproches que l'on peut faire à la constitution , soit parce qu'il n'apporte aucune raison pour les justifier , se contentant de déclarer en détail ce qu'il a dit en gros dans le titre , & de conclure que *si ce sont des abus , on en a toléré de plus grands.*

Il auroit pu , dit-il , *faire voir la conformité d'un grand nombre des articles de cette constitution avec l'ancienne discipline de l'église.* C'est dommage qu'il n'ait pas voulu entrer dans quelques détails ; il nous eût épargné des scrupules & des peines : car , quoiqu'il ne soit pas entièrement satisfaisant de n'avoir que dans un grand nombre d'articles cette conformité avec l'ancienne discipline , qui devrait se trouver en tous , ce seroit pourtant une consolation de nous réunir sur ce grand nombre d'articles. L'accommodement parfait en eût été plus faisable. Il faut espérer que l'apologiste ne se refusera pas à un travail qui pourroit faciliter un si grand bien.

J'observerai seulement que l'auteur courageux & éclairé du Journal ecclésiastique sera vraisemblablement bien surpris de se voir attribuer la même façon de penser que l'apologiste. Comme ce journaliste n'a pas besoin de truchement , je n'anticiperai pas sur ce qu'il aura à dire , s'il juge à propos de repousser cette injure. Il ne pourroit que perdre à être défendu par un autre que lui-même.

Cinquième vérité. *Cette condescendance de l'autorité ecclésiastique est commandée par les circonstances.*

Sixième vérité. *Cette condescendance de l'au-*

torité ecclésiastique seroit très-conforme à l'esprit & à la pratique constante de l'église.

Ces deux vérités prétendues perdent si visiblement leur nom à la suite des précédentes, qu'on ne peut se dispenser de les reléguer avec elles dans la classe des erreurs. Il n'est point de circonstances qui puissent commander l'hérésie, le schisme, la subversion de la hiérarchie. Jamais l'église n'a eu, jamais elle n'aura, jamais elle ne peut avoir une pareille condescendance. Elle a appris de son divin maître à tout risquer, tout sacrifier, tout perdre pour conserver la foi, la charité & le saint ministère; elle ne peut mollir sur ces objets, ni entrer en capitulation, bien moins encore les abandonner. C'est-là ce précieux dépôt que l'apôtre ordonnoit à son disciple de conserver religieusement (1), lui recommandant d'éviter même les profanes nouveautés des mots, & les oppositions qu'il éprouveroit sous le faux nom de science, que certaines personnes se flattoient d'avoir, en faisant naufrage dans la foi (2).

Fidèle à ces divines instructions, l'église n'a jamais rien relâché, sous aucun prétexte, ni de sa foi, ni même des expressions qui la manifestent. Qui ne connoît l'inébranlable fermeté des peres du quatrième siècle pour l'omousion de Nicée, & toutes les vexations qu'ils

(1) O Timothee, depositum custodi. 1. *Tim.* 6.

(2) Devitans profanas vocum novitates & oppositiones falsi nominis scientiæ, quam quidam promittentes, circa fidem exciderunt. *Ibid.*

ont endurées de la part des Ariens & de l'empereur Constance , au sujet de ce mot ? Or , quand on est si attaché aux mots , on est bien peu disposé à sacrifier les choses. Nous pouvons défier l'apologiste de nous citer un seul fait avéré , une seule occasion où l'église ait cru pouvoir acheter la paix par le sacrifice d'un dogme ou de quelque point essentiel de sa discipline. Ce qu'il allègue de S. Augustin est plus contraire que favorable à son système. Personne ne doute que l'église *ne se conforme* & doive se conformer *aux lois & coutumes des nations* , mais avec la restriction qu'y met ce père , *pourvu que le culte du vrai Dieu ne soit pas empêché*. Le trait d'histoire rapporté d'après Fleury n'est pas pas plus concluant. Un évêque n'étant ordonné que pour le bien du peuple , s'il étoit incapable de produire ce bien , il y auroit de la sagesse à lui en substituer un autre. Mais que fait tout cela à la question ? C'est pour de bonnes raisons que l'église déplaceroit des individus : sa foi , son autorité , sa discipline , sa hiérarchie n'en seroient pas altérées.

Même réponse à cet autre fait des évêques d'Afrique. Ils étoient prêts à céder l'épiscopat , pour ramener les Donatistes à l'unité. Rien que de louable dans cette résolution ; mais c'étoient ces évêques qui se destituoient , & se destituoient bien librement. Si une puissance étrangère avoit voulu les y forcer , donner ou enlever , augmenter ou restreindre leur juridiction , rien ne prouve qu'ils y eussent déferé. D'ailleurs en cédant leurs places , ils ne faisoient tort qu'à eux-mêmes ; ils ne trahissoient pas leur siège.



C'étoit un fait unique , un sacrifice purement personnel qu'ils faisoient à la charité. Comparer un tel fait au bouleversement perpétuel introduit par l'assemblée , & en vertu de sa seule autorité , c'est comparer une libéralité volontaire à une spoliation violente , un acte héroïque de charité à une lâche défection , une vertu à un crime.

Quant à ce que l'apologiste objecte de S. Grégoire , on ne pourroit guère choisir plus gauchement un exemple de pusillanimité. Toute l'histoire & les épîtres de ce grand pape attestent que loin de jurer de maintenir la constitution , non de l'empereur Marcien , mort plus d'un siècle auparavant , mais de l'empereur Maurice , il ne cessa de lui opposer la résistance la plus éclatante.

Ainsi toutes les preuves dont l'apologiste a prétendu étayer sa sixième vérité , manquent de justesse , & ne nous empêcheront pas de la rejeter comme ses sœurs.

*Septième vérité.* Cette condescendance , & le serment civique qui s'ensuivroit , n'obligeroit point à approuver tous les décrets , ni même à reconnoître la compétence de l'assemblée sur les matières ecclésiastiques.

Ah ! que cette annonce est consolante ! que j'ai été soulagé par la promesse qui suit , de *présenter cette vérité de manière à convaincre les plus opiniâtres* ! Déjà je me félicitois de pouvoir allier ma conscience avec la tranquillité publique & ma sûreté particulière ; car j'étois bien résolu de me rendre à la raison , de ne point me roidir contre l'évidence , de faire céder l'amour,

propre à la vérité. Puisqu'elle va , me disois-je , être présentée de manière à convaincre les plus opiniâtres , abjurons d'avance toute opiniâtreté ; du moins ne soyons pas plus opiniâtres que les plus opiniâtres. Hélas ! ma joie a été bien courte , & mon espérance bientôt déçue. Je dévore cette démonstration si lumineuse , & je trouve que *maintenir une loi , n'est pas l'approuver , ni même avouer la légitimité de l'autorité dont elle émane ; qu'on a fait dans tous les temps , & dans presque tous les corps , des sermens de cette nature , sans entrer dans tous ces détails.....* » Lorsque au mois de février & juillet dernier , tant de pieux ecclésiastiques , tant de religieux fervens , jurèrent sans restriction de maintenir la constitution , s'obligèrent-ils , par cette démarche , à approuver tous les articles constitutionnels décrétés à cette époque ?..... Vous qui , n'osant prononcer ce nouveau serment sans restriction , croyez avoir satisfait à votre conscience , en ne l'étendant qu'aux choses purement politiques , en approuvez - vous pour cela tous les articles ?.... Avouez donc que d'après vos propres principes , on peut jurer de maintenir des réglemens de discipline , quand même on ne les approuveroit pas , qu'on ne reconnoîtroit point la compétence de l'assemblée sur ces sortes de matières».

Telle est cette démonstration si victorieuse ; en voilà tous les principes : je n'en ometts pas un. Tout ce qui manque ici , ce sont quelques détails qui ne les fortifient pas , mais seulement les expliquent. Lecteur , si au début vous avez dit

dit : *Quid tanto dignum feret hic promissor hiatu*, votre attente se trouve-t-elle remplie, & la parole de l'apologiste déchargée ? Pour moi, sans me croire plus opiniâtre que les plus opiniâtres, j'avoue que je ne suis pas convaincu. Jugez-nous, & pour cela reprenons.

*Maintenir une loi n'est pas l'approuver.* Non ; c'est faire plus que l'approuver. C'est non-seulement l'observer soi-même, mais la faire observer, autant qu'on peut, à tout le monde. C'est, disois-je au commencement, s'en déclarer le champion, le chevalier & l'apôtre. La maintenir de tout son pouvoir, c'est employer tous les moyens honnêtes pour la mettre & la conserver en vigueur. Un magistrat maintient le bon ordre & les lois dans son ressort, quand il en presse l'exécution & qu'il punit les réfractaires. Un roi maintient la paix dans ses états, quand il réprime au dedans les perturbateurs du repos public, & qu'il écarte les ennemis du dehors. Un père maintient ses enfans dans le respect qu'ils lui doivent, quand il ne souffre pas qu'ils y manquent impunément. En agissant ainsi, ce magistrat, ce roi, ce père de famille, montrent qu'ils approuvent, qu'ils aiment, qu'ils désirent la paix, le bon ordre, le règne des lois ; & ce n'est que parce qu'ils ont ces sentimens, qu'ils tiennent cette conduite. Vouloir qu'ils maintinssent ce qu'ils n'approuveroient pas, ce seroit les mettre en contradiction avec eux-mêmes, exiger qu'ils agissent contre ce qu'ils pensent, qu'ils eussent à s'affliger du succès de leurs entreprises, & à se réjouir quand elles échoueroient. Ce seroit, par une bizarrerie inconcevable, armer les bras

contre la tête , & qui pis est , forcer la tête à les armer , à les diriger , à les mouvoir contre elle-même.

*Maintenir une loi n'est pas l'approuver.* Vous nous dites ce que ce maintien n'est pas ; pourquoi ne pas nous dire ce que c'est ? Car enfin , puisque vous voulez que nous jurions de maintenir , il conviendrait avant tout de nous instruire des obligations que nous contracterions par-là , de fixer l'objet du serment que vous proposez , & déloigner , par une définition claire , tout ce qui n'est pas renfermé dans ce maintien. En quoi donc consiste-t-il ? A souffrir patiemment ? Mais souffrir n'est pas maintenir. L'opprimé souffre l'oppression , & il seroit absurde de dire qu'il la maintient , doublement tyrannique de l'obliger à la maintenir. Se taire , fermer la bouche sur les vices de la constitution ? Mais d'abord , le silence n'est qu'une privation , une négation ; & *maintenir* porte , malgré qu'on en ait , l'idée d'une action , de quelque chose de positif. Ensuite ce silence forcé seroit contraire à la constitution elle-même , qui laisse la faculté de penser , parler , écrire , imprimer ce qu'on voudra , pourvu qu'on ne trouble pas l'ordre public. De plus , ce silence seroit un crime dans les choses de la foi , parce qu'il est écrit : Celui qui n'est pas avec moi est contre moi ;..... celui qui me confessera devant les hommes , je le confesserai aussi devant mon père (1). D'observer la constitution & d'y confor-

---

(1) Dominum Christum sanctificate in cordibus vestris , parati semper ad satisfactionem omni poscenti vos rationem de eâ , quæ in vobis est spe. 1. Pet. 3.

mer sa conduite ? Mais si elle est hérétique ou schismatique , pourra-t-on l'observer , quoiqu'on ne l'approuve pas ? Rappelez-vous ce que pensèrent S. Cyprien & toute l'église , de ceux qui firent semblant d'offrir de l'encens aux idoles , ou même de ces libellistes qui se procurèrent des certificats portant qu'ils l'avoient fait , quoiqu'ils ne l'eussent pas fait. Ils furent regardés comme apostats , & soumis à la même pénitence. Encore une fois , dites-nous donc ce que c'est que ce maintien , & à quoi il engage ; car il me paroît aussi clair que le jour , que ce maintien renferme non-seulement une approbation , mais une coopération à la constitution , & que si ses auteurs se sont écartés de la foi , ils ont autant de complices que de gens qui s'engagent à maintenir leur ouvrage.

*Maintenir une loi* , ajoute l'apologiste , *n'est pas même avouer la légitimité de l'autorité dont elle émane*. Certes , s'il en est ainsi , nos législateurs ont grand tort de faire tant de vacarme , d'exciter tant de troubles pour un serment qui n'emporte ni l'approbation de leurs décrets , ni même l'aveu de leur autorité. Si donc il plaisoit à un usurpateur , ou au roi d'Angleterre , d'intimer des lois aux Français , ceux qui jureroient de les observer , de les *maintenir de tout leur pouvoir* , ne cesseroient pas pour cela d'être bons patriotes ; ils ne manqueroient point de fidélité à la nation ni au roi ; ils ne dégénéreroient point de la loyauté française : car ce serment ne les obligerait ni à approuver ces lois bâtarde , ni à reconnoître l'autorité de l'usurpateur ou de l'Anglais qui les auroient dictées. Rare & sublime découverte ! Je ne voudrois pourtant pas

sur cette caution , hasarder une pareille démarche ; & l'apologiste lui-même y réfléchiroit plus d'une fois avant de la faire.

*On a fait , dans tous les temps & dans presque tous les corps , des sermens de cette nature , sans entrer dans tous ces détails.* Apparemment l'apologiste en connoît beaucoup. Pour moi je n'en connois pas un seul , sur-tout dans les monarchies , ni de l'antiquité , ni de nos temps modernes. Les rois ont exigé de leurs peuples la soumission aux lois ; mais le maintien , ils se le réservoient à eux-mêmes & à leurs agens. Il se chargeoient exclusivement de cette partie , & se gardoient bien ni de l'exiger de leurs sujets , ni de la leur confier indistinctement. C'eût été se dépouiller de leur puissance , de leur autorité , de l'apanage inséparable de leur couronne. L'apologiste n'y a sans doute pas fait réflexion. L'exemple des premiers chrétiens , qu'il allègue à l'appui de ce fait , montre qu'il étoit distrait en écrivant. Si ces premiers chrétiens eussent juré de maintenir les lois des Nérons & des Caligulas , ils n'auroient pas été traités comme ennemis de ces lois. Que de sang épargné , s'ils eussent raisonné aussi subtilement que l'apologiste ! Ils auroient juré tout ce qu'on auroit voulu , même celles qui étoient contraires à la religion ; & ils en auroient été quittes , en disant qu'ils ne les approuvoient pas pour cela. Il est bien fâcheux qu'ils aient été si mal instruits.

*Lorsqu'au mois de février , &c.* L'apologiste a oublié les faits. Aucun ecclésiastique pieux n'a juré sans restriction , ni au mois de février , ni au mois de juillet. Au mois de février , de

membres de l'assemblée nationale déclarèrent devant elle, qu'ils n'entendoient pas approuver en jurant tous les articles décrétés, et qu'ils ne s'engageoient à les maintenir que contre toute insurrection individuelle. Ce sont les termes qui furent employés par quelques-uns, admis par les autres. Que signifioit cela, sinon de s'opposer à une guerre civile, ce qu'assurément tout bon citoyen n'hésiteroit pas à jurer encore aujourd'hui, quoique les partisans de la constitution soutiennent que dans l'oppression *l'insurrection est le plus saint des devoirs*? Au mois de juillet, M. l'évêque de Clermont déclara franchement, qu'il excepteroit de son serment tout ce qui, dans la constitution, avoit rapport aux choses spirituelles. Tout le côté droit s'unit à lui, & le côté gauche se contenta de ce serment. Ce n'étoit pas-là jurer sans restriction. Le même prélat vient d'offrir le même serment, & il a eu les mêmes adhérens. Mais l'assemblée n'a voulu ni l'entendre, ni accepter le dépôt qu'il en faisoit sur le bureau: il n'y a donc rien à conclure de l'un à l'autre.

*Vous-même.... approuvez-vous tous les articles politiques?* Non; mais je puis, sans les approuver, supposer que je me trompe, & croire que 1200 personnes y voient mieux que moi sur ces matières, qui n'ont pas fait l'objet de mes études: en persistant même dans mon sentiment, je puis & je dois le sacrifier à l'autorité légitime. D'ailleurs je prends la constitution dans son ensemble; & si je n'y trouve que peu de chose qui me blesse, si en total elle me paroît bonne, si je me persuade qu'avec ses défauts, elle fera le bonheur du peuple,

je dis avec Horace : *Non ego paucis offendar maculis* ; & je jurè de la maintenir , sans renoncer à la perfectionner. Si au contraire je la crois foncièrement mauvaise , vicieuse dans la plupart des articles , bonne & utile seulement en quelques-uns , je ne laisse pas de jurer de la maintenir , soit dans la partie bonne , parce qu'elle est conforme à mes principes ; soit même dans sa totalité , parce qu'une mauvaise constitution vaut encore mieux que de n'en avoir point , que de perpétuer l'anarchie , que d'attirer sur ma patrie le plus redoutable des fléaux , une guerre civile. Mais que cette constitution renferme une seule erreur contraire à la foi ou aux mœurs , je suis tenu , si je ne veux abjurer ma religion , d'excepter cette erreur du maintien que je promets pour le reste , & à plus forte raison s'il y en a plusieurs , si elle introduit le schisme , si elle renverse la hiérarchie , si elle m'est proposée par une autorité incompetente. En tous ces cas , je ne puis , je ne dois ni maintenir , ni approuver , ni coopérer , ni me taire , ni rester neutre , ni dissimuler , ni user de restriction mentale. Il faut que je parle , que je confesse ma foi , que je ne laisse aucun doute sur mes sentimens , quoi qu'il puisse m'en coûter à les divulguer ; & que comme le saint vieillard Eléazar , je ne me borne pas à ne point faire le mal , mais que je ne donne aucun lieu à personne de croire , de soupçonner que je l'aie fait. *Un prêtre ami de la religion* est aussi convaincu que moi de tous ces devoirs. Il n'hésitera sûrement pas à les reconnoître ; il ne se permettra pas de les violer.

Il me paroît superflu d'examiner les 8<sup>e</sup> , 9<sup>e</sup> ,



10<sup>e</sup> & 11<sup>e</sup> vérités de l'apologiste ; leur fausseté se déduit évidemment des principes ci - dessus. Quand le nouvel ordre de choses qu'amènera la constitution seroit aussi favorable aux mœurs que le prétendent ses amis , quand elle n'ouvriroit pas manifestement la porte à l'ambition des ecclésiastiques , à la simonie des électeurs , aux intrigues & aux cabales ; quand il seroit permis d'attendre des choix bien éclairés de ces assemblées laïques , trop souvent intéressées à en faire de mauvais , rarement instruites des qualités qui doivent fixer les bons ; de ces assemblées composées indistinctement de catholiques , de protestans , de juifs , & , qui pis est , de philosophes , de matérialistes , d'athées , en un mot , d'ennemis de cette religion à laquelle ils donneront des ministres ; quand il suffiroit , pour s'assurer des sentimens & de la capacité d'un successeur des apôtres , de tirer de sa bouche cette profession si vague & si foible de la foi catholique ; quand la constitution n'ordonneroit pas une usurpation sacrilège du patrimoine du sanctuaire & des pauvres ; quand elle ne proscriroit pas la pratique des conseils évangéliques ; quand , &c. &c. quand en un mot elle n'auroit point d'autre vices que ceux que nous avons relevés dans les propositions précédentes , c'en seroit beaucoup plus qu'il ne faut pour qu'un catholique , & à plus forte raison un prêtre , un évêque , ne pussent l'observer dans la partie spirituelle en effet , quoique civile de nom , encore moins l'approuver ou la maintenir de tout son pouvoir. Or , ce qu'on ne peut faire , on ne peut jurer qu'on le fera ; & si on le juroit , loin d'être tenu d'accomplir ce serment , on se rendroit coupable d'un

nouveau crime en l'accomplissant. Non , ils ne le pourroient faire , ce serment pur & simple , tel qu'il est proposé , tel qu'on l'exige , sans exception de ce qui regarde le spirituel. Ils ne le pourroient ni de leur autorité privée , & , comme parle l'apologiste , *pour leur compte* ; ( car qui sont-ils pour introduire dans l'église une nouveauté aussi scandaleuse ) ? ni de l'autorité d'un concile particulier & du pape , qui très-vraisemblablement ne l'approuveroient pas , & auxquels nous dirions anathème s'ils l'approuvoient , comme on le dit au pape Libère & au concile de Rimini. Mais ce que nous présumons du chef de l'église & d'un grand nombre de ses premiers pasteurs , avec une confiance peu différente d'une entière certitude , nous osons l'affurer sans crainte , de l'église universelle. Les promesses de Jesus-Christ & l'assistance continuelle de l'Esprit-saint qui la dirigera toujours , ne lui permettront jamais d'adopter ce que la constitution peut avoir de contraire à la foi , à l'unité , à la sanctification & même à la perfection des ames , à cette divine hiérarchie qui fait sa force aussi bien que sa beauté. Elle ne soufflera point l'esprit de discorde ou de rebellion ; elle ne dira point à ses enfans , à ses ministres : Vengez-vous , sortez de l'oppression où vous gémissiez , secouez le joug qui vous accable ; l'insurrection est le plus saint des devoirs. Elle ne leur dira pas : Sacrifiez votre foi , votre salut , vos ames à votre fortune & à votre tranquillité ; puisque vous ne pouvez vivre fidèles , vivez apostats. Elle ne leur dira pas : Trompez ceux qui vous persécutent ; achetez votre repos par une perfidie ; promettez tout , & ne tenez rien : laissez sortir de votre bouche un ser-

ment nécessaire que démentira votre cœur. Au contraire elle leur dira : Loin de vous tout mensonge , toute duplicité. Le Dieu que vous attesteriez est la vérité même ; il hait le mensonge , & ne laissera pas impunis ceux qui ne rougiroient pas , en le proférant , d'en prendre à témoin son saint nom (1). Loin de vous toute révolte contre les puissances légitimes. C'est du souverain maître qu'elles tiennent la portion d'autorité qu'elles exercent. Qui leur résiste , résiste à l'ordre du créateur , & s'attire une juste condamnation (2). Mais loin de vous aussi toute lâcheté , toute prévarication , toute pusillanimité. Gardez-vous de ressembler à ces foibles roseaux que le vent agite & fait plier en tous sens (3). Soyez fermes , constans , inébranlables à persévérer dans les traditions que vous avez reçues (4). Ne vous laissez point enlever les dons de la grace , si vous ne voulez perdre votre couronne (5). Rendez à César ce qui est à César ; obéissez-lui dans les choses temporelles , dont il a le gouvernement ; & à Dieu , & à l'église qu'il a instituée , & aux pasteurs qui sont ses lieutenans , ce qui est à Dieu , ce qui regarde son culte & votre salut (6). Soyez vrais , soyez Français , soyez patriotes , mais sans

---

(1) Ego sum veritas. *Joan.* 14. Perdes omnes qui loquantur veritas. *Pf.* 5. Non habebit infantem Dominus eum qui assumpserit nomen Dei sui frustra.

(2) Qui resistit potestati , Dei ordinationi resistit ; qui autem resistunt ipsi sibi damnationem acquirunt. *Rom.* 13.

(3) Arundinem vento agitatam. *Luc.* 7.

(4) Resistite fortes in fide. 1. *Pet.* 5. State & tenete traditiones quas accepistis. 2. *Thess.* 2.

(5) Tenè quod habes ut nemo accipiat coronam tuam. *Ezech.* 26.

(6) Reddite quæ sunt Cæsaris, Cæsari , & quæ sunt Dei , Deo.

ceffer d'être chrétiens. Nulle puissance n'a droit de vous interdire ni la profession libre de la vérité, ni l'exercice du ministère qui vous a été confié; car ce n'est ni des hommes, ni par l'homme que vous avez été faits apôtres; mais par Jesus-Christ seul, qui vous a envoyés, comme il étoit lui-même envoyé par son père (1). Souvenez-vous des apôtres & des premiers héros de l'évangile. La divine parole ne fut jamais liée dans leur bouche. Successeurs de leur mission, imitez leurs vertus (2). Ah! que pourra-t-il vous arriver de fâcheux qui pourra vous nuire, si, piqués d'une sainte émulation, vous donnez comme eux à votre zèle tout l'effort qu'exige votre mission (3)? La persécution n'aura peut-être qu'un temps; la fascination n'est pas de longue durée: il est difficile qu'une nation aussi éclairée, aussi chrétienne, ne revienne pas de la stupeur où l'ont jetée les complots de l'impiété. Elle s'étonnera de s'en être laissé séduire, d'avoir méconnu la religion qu'elle n'a pas cessé de croire & d'aimer; elle aura honte d'avoir persécuté dans ses prêtres l'élite de ses citoyens, les pères des indigens, les ministres de son Dieu, les pasteurs qu'il lui étoit ordonné d'écouter, de respecter, de suivre, & que souvent elle auroit été heureuse d'imiter; de les avoir dégradés, quoiqu'ils fus-

---

(1) Paulus apostolus, non ab hominibus neque per hominem, sed per Jesum Christum. *Gal.* 1. Sicut misit me pater & ego mitto vos. *Joan.* 20.

(2) Mementote præpositorum v. frorum qui vobis locuti sunt verbum Dei, quorum intuentes exitum conversationis imitamini fidem. *Hebr.* 13. Verbum Dei qui non est alligatum. 2. *Tim.* 2.

(3) Et qui vobis noceat, si boni æmulator es fueritis? 1. *Pet.* 3.

fent fidèles, ou plutôt parce qu'ils l'étoient. Mais, après tout, quand ces espérances seroient trompées, quand la désolation présente devroit, comme celle qu'a prédit Daniel, durer jusqu'à la consommation; quand, par de terribles jugemens, la France seroit irrévocablement livrée à un esprit d'erreur, de schisme & de vertige; que pourra-t-on vous faire? Vous perdrez vos sièges? Mais J. C. vous fera asseoir avec lui sur son trône (1). Vous ne ferez plus réputés pasteurs, évêques, curés, fonctionnaires publics? Mais vous le ferez toujours à mes yeux & à ceux des vrais fidèles, qui n'en reconnoîtront point d'autres. On vous dépouillera, on vous privera de tout traitement? Mais sachez que rien ne manque à ceux qui craignent le Seigneur; mettez en lui seul votre confiance, & il vous nourrira. Si votre père céleste abaisse ses regards sur les ciseaux des champs, combien plus aura-t-il soin de ses enfans & de ses généreux ministres (2)? Vous ferez haïs, insultés, méprisés, calomniés pour mon nom? Ah! réjouissez-vous; car votre récompense sera grande dans le ciel. Rien n'est plus heureux que de souffrir persécution pour la justice (3). On vous jettera dans des prisons? Le Seigneur y

---

(1) Qui vicerit, dabo ei sedere mecum in thronum. *Apoc.*

(2) Non est inopia timentibus eum; inquirentes Dominum non minuentur omni bono. *Psf.* 33. Jacta super Dominum curam tuam, & ipse te erutriet. *Psf.* 54. Respice voluntaria coeli: Pater vester potest illa; nonne vos magis pluris estis illis? *Matth.* 6.

(3) Beati qui persecutionem patiuntur propter justitiam: Beati estis cum maledixerint vobis & persecuti vos fuerint & dixerint omne malum adversum vos, mentientes, propter me: gaudete in illâ die & exultate, quoniam merces vestra copiosa est in cœlis. *Matth.* 5.

sera avec vous , comme il y fut avec Joseph ; ou il enverra son ange , sinon pour en ouvrir les portes comme à Pierre , du moins pour vous consoler & vous fortifier (1). Dût-on attenter à vos jours , il est beau de mourir pour une telle cause. O mort précieuse devant le Seigneur , mort des saints , mort souverainement désirable , qui pourroit te craindre , quand tu établis le juste dans une paix inaltérable , quand tu ne fais que le soustraire à la seconde mort , & changer pour lui une vie caduque , pleine de misères , en une vie immortelle remplie de délices (2) ?

Ah ! puisse mon ame sortir de ce monde , & entrer en l'autre par cette porte étroite mais sûre (3) ! Puisse-je mériter un sort si glorieux ! Je rendrai grâces à mes juges , à mes persécuteurs , à mes bourreaux. Quelle que soit leur intention , je conserverai une éternelle reconnaissance d'une si grande faveur ; & tant que leur salut ne sera pas désespéré , tant que leur réprobation ne sera pas consommée , je demanderai à Dieu que , loin de leur imputer ce péché , il m'acquitte envers eux en leur accordant l'abondance de ses grâces , en les éclairant , en les sanctifiant , en les associant à la gloire qu'ils m'auront procurée.

---

(1) Dominus fuit cum Joseph, *Gen.* 39. Nunc scio verè quia misit Dominus angelum suum. *Act.* 12.

(2) Pretiosa in conspectu Domini mors sanctorum ejus. *Psf.* 115. Visi sunt oculis insipientium mori, illi autem sunt in pace. *Sap.* 3. Momentaneum & leve tribulationis æternum gloriæ pondus operatur in nobis.

(3) Contendite intrare per angustam portam. *Luc.* 13.













